

“blindness” (p. xi). Furet makes a significant error in refraining from a discussion of his reversal. (He confesses to “a masochistic passion for force” but never explains it [p. 420].) A less oblique and half-hearted investigation of his *volte-face* would have made for a more focused, accessible, and meaningful contribution. Instead his analysis contains much inchoate anger and can therefore ramble, even viciously. Moreover, in its subjectivity Furet’s disappointment with Communism tends to compromise rather than strengthen his contentions. It casts serious doubt over his ability to pass reasoned judgement on, say, the Kremlin’s negotiations with Germany’s New Order in 1939–1941. Were these regimes actually candid conspirators — of a mind?

Furet’s closed-mindedness is particularly apparent whenever he compares Russia with France, which he does at the beginning of the book and periodically thereafter. In an influential yet controversial indictment of Jacobinism, *Interpreting the French Revolution* (1978), Furet argued that the Mountain led by Maximilien Robespierre failed not only on account of its own hubris and conspiratorial pathology, but also because of its inexperience — a deficiency tragically manifest in its fascination with freely radicalized language. As if it stood above any law, the Committee on Public Safety pursued speculative Enlightenment theories to their extreme logical ends, which made possible satanic bloodshed, the guillotine. Now, in *The Passing of an Illusion*, without ever explicitly comparing specific historical situations or ideas, an unrepentant Furet contends that the Russian Revolution is the child of this Terror. However much truth there is in the notion of such an ancestry (a relationship better explored in Arno J. Mayer’s just published *The Furies: Violence and Terror in the French and Russian Revolutions*), it also contains much untruth. Most obviously, the condemnation denies all the good that the *Grande Révolution* bequeathed to the modern West.

Johan Åhr
Muhlenberg College (Pennsylvania)

Guy Gaudreau — *Les récoltes de forêts publiques au Québec et en Ontario 1840–1900*, Montréal et Kingston, McGill-Queen’s University Press, 1999, 178 p.

Dès le début de son ouvrage, Gaudreau nous sert une citation de Séguin et Hardy, deux auteurs connus pour leurs travaux sur la forêt mauricienne : « Les écrits sur l’histoire de la forêt ont recréé un monde imaginaire des forestiers sur la base de témoignages plus ou moins cohérents, plus ou moins fidèles » (p. 5). Le ton est donné. Le texte de Gaudreau évite bel et bien de proposer une histoire inspirée par une forêt conçue comme un lieu enchanteur ou un repaire hostile. Ses sept chapitres se nourrissent plutôt d’une analyse de données concernant les récoltes et les exportations de bois durant la deuxième moitié du XIX^e siècle. L’étude des textes législatifs de l’époque, visant à encadrer l’usage des forêts publiques en Ontario et au Québec, complète cette information. L’auteur nous invite à prendre la mesure de l’importance économique des opérations forestières d’une époque révolue pour mieux saisir un effet structurant qui se fait encore sentir aujourd’hui.

Après un bref rappel du *staple economics* où la demande de marchés étrangers pour des produits de base est réputée déterminer le rythme du développement économique au Canada et du concept de co-intégration définissant des économies régionales plus ou moins agroforestières dans l'est du pays, Gauvreau s'appuie sur une contradiction fondamentale pour lancer son analyse. L'utilisation, à des fins privées, de ressources naturelles demeurant sous la juridiction de l'État attire son attention. Cela est plus que recevable. Encore de nos jours, près de 94 pour cent de la forêt canadienne est publique. La mise en valeur de cette richesse passe par un système de tenure érigé en faveur de l'industrie de transformation du bois et hérité du XIX^e siècle. La compréhension des tenants et des aboutissants d'une telle tradition peut donc éclairer les besoins de réforme qui se manifestent un peu partout au pays en matière de politique forestière. Même si l'auteur se défend de livrer une explication complète du phénomène d'appropriation publique de la forêt au profit d'un appareil de production privé, sa contribution est majeure pour comprendre une dynamique politique originale.

L'autre thème fort de l'ouvrage s'inscrit dans le courant de l'histoire environnementale. Gauvreau questionne l'impact du développement industriel sur les paysages forestiers. Il en fait même un déterminant historique en observant que l'épuisement de la nature force les gens à se déplacer. Le fruit de ses recherches statistiques témoigne de l'incapacité des entrepreneurs à gérer la ressource dans un esprit de pérennité. Gauvreau ne questionne pas les intentions des exploitants même s'il rappelle succinctement l'idéologie conservacionniste qui anime les industriels forestiers à la fin de sa période d'étude. Il constate simplement que la réduction des volumes récoltés, au fur à mesure que le temps passe, indique la rareté économique de certaines essences. Il observe aussi le déplacement d'est en ouest des activités de récolte pour ces mêmes essences. Il trouve également dans cette rareté une explication à l'expansion de l'industrie des pâtes et papiers au Québec.

Toutefois, il évacue tout jugement sur l'état des écosystèmes tout comme il se garde d'analyser la portée sociale du régime des concessions forestières. La comparaison Ontario-Québec, qui expose un décalage d'une quinzaine d'années dans le développement forestier des deux provinces, étaye factuellement sa thèse. D'ailleurs, le cas de l'Outaouais, présenté dans le quatrième chapitre du livre, est au coeur de la démonstration concernant l'effet de la composition des forêts sur les mutations développementales de la région.

L'examen des flux commerciaux où le bois équarri cède de plus en plus la place au bois de sciage amène l'auteur à nuancer certains lieux communs. Le rappel des lois britanniques accordant une protection tarifaire aux productions canadiennes de bois a eu moins de répercussions que la volonté d'industrialiser le pays manifestée par des autorités alléchées par les perspectives du marché américain. L'évolution du système de redevances est « parlante » à cet égard. L'apport du chemin de fer et de la machine à vapeur sur l'activité forestière s'avère aussi surestimé quoique évident dans le développement du nord ontarien. L'avènement de grandes scieries a profité du perfectionnement des technologies hydrauliques de transformation et de transport. Par ailleurs, Gauvreau veut contribuer à corriger l'impression laissée par A. R. M. Lower que le bois de sciage n'est que de la planche destinée aux Améri-

cains. La production de bois d'oeuvre comporte aussi une proportion non négligeable de madrier qui est exportée vers la Grande-Bretagne et qui stabilise le marché. L'auteur vient aussi nuancer la portée des conclusions de Lower quant à l'âge d'or de l'industrie du sciage en soulignant sa méconnaissance de la situation québécoise. Enfin, il expose l'effet conjugué de la crise économique de 1873 et de l'état des forêts au Québec pour expliquer l'afflux de nombreuses familles québécoises dans le nord de l'Ontario.

Ce livre est d'une lecture fascinante. Il illustre sans manichéisme le fonctionnement de politiques assurant la fructification du capital privé tout en insistant sur le caractère social de la force de travail et de la ressource. Bien sûr, on aurait aimé un examen plus fouillé de l'influence du traité de réciprocité entre les États-Unis et le Canada. Évidemment, la piste environnementale n'est qu'esquissée. Au départ, la forêt mauricienne était très différente de la forêt outaouaise, leur développement devait donc se distinguer. Cependant, cet ouvrage n'est qu'une amorce. L'auteur souligne l'intérêt de refaire ce portrait en intégrant le Nouveau-Brunswick et invite à étudier spécifiquement les rapports unissant les entreprises et l'État. Faisons le vœu qu'il passera aux actes et que son livre saura inspirer la génération montante d'historiens dans une perspective interdisciplinaire.

En terminant, on doit saluer le formidable travail de recherche qui a permis à l'auteur de rassembler les données supportant cet ouvrage. Quiconque a abordé ce maelstrom de chiffres sait qu'il faut beaucoup d'intelligence pour le rendre cohérent. La pléthore de facteurs de conversion nécessaires pour prétendre à cette consistance rend la tâche très compliquée. Les annexes de ce livre constituent la synthèse d'un fonds d'archives d'une complexité invraisemblable. Le mérite de Gauvreau est d'autant plus grand que les techniques de mesurage n'ont rien d'objectif et que l'État les a parfois employées comme incitatifs au développement forestier alors qu'à d'autres moments, elles ont traduit son laxisme dans l'exercice de ses responsabilités vis-à-vis de la forêt. Les interprétations que tire l'auteur de ces statistiques sont stimulantes. La lecture de ce livre s'impose donc pour commencer à démêler l'écheveau de la gestion d'un bien public avec des outils essentiellement privés.

Luc Bouthillier
Université Laval

René Hardy — *Contrôle social et mutation de la culture religieuse au Québec, 1830–1930*, Montréal, Boréal, 1999, 284 p.

Au début des années 1940, Lionel Groulx s'interroge sur « La situation religieuse au Canada français vers 1840 » (*Société canadienne d'histoire de l'Église catholique*, 1941–1942, p. 51–75). Dans son texte, publié à l'occasion du centenaire de l'Union de 1841, l'historien catholique considère cet événement politique comme l'une des pages les plus sombres de l'histoire de son « petit peuple », interprétation qui a influencé son analyse de cette période. La situation de l'Église catholique en 1840